

## ACCORD-CADRE DE SERVICES

COMUE Lyon Saint-Etienne  
Direction Stratégie immobilière  
et développement des Campus

-  
92 rue Pasteur  
CS 30122  
69361 Lyon Cedex 07  
Tél : 04 37 37 26 70

Maître d'ouvrage



**PRESTATION DE LOCATION-MAINTENANCE DE CONTENANTS,  
COLLECTE, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS DE  
LA I-FACTORY**

N° de marché

M	2	0	2	5	.	0		
---	---	---	---	---	---	---	--	--

## Cahier des Clauses Techniques Particulières

<b>ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE.....</b>	<b>3</b>
1.1. INTRODUCTION .....	3
1.2. PRESENTATION DU SITE .....	3
1.3. ESTIMATION DU BESOIN .....	4
1.4. ACCES AU SITE.....	4
<b>ARTICLE 2. PRESTATIONS DE LOCATION ET MAINTENANCE DES CONTENANTS .....</b>	<b>6</b>
2.1. DOCUMENTATION ET NORMES .....	7
2.2. COUVERCLES.....	7
2.3. MATERIAU, SOLIDITE ET AUTRES CARACTERISTIQUES .....	7
2.4. COULEUR ET MARQUAGE DES BACS.....	7
2.5. REASSORT .....	8
2.6. AJUSTEMENT DU NOMBRE ET DU VOLUME DES BACS .....	8
2.7. ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES BACS ROULANTS.....	8
2.8. DEVENIR DES BACS EN FIN DE MARCHE.....	8
<b>ARTICLE 3. PRESTATIONS DE COLLECTE, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS .....</b>	<b>9</b>
3.1. COLLECTE .....	9
3.2. MANUTENTION DES CONTENANTS ET TRANSPORT DES DECHETS .....	11
3.3. TRAITEMENT ET VALORISATION .....	12
<b>ARTICLE 4. REPORTING ET BILAN ANNUEL .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 5. COMMUNICATION.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 6. PLAN DE PREVENTION .....</b>	<b>15</b>

## ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE

### 1.1. Introduction

Le marché a pour objet l'exécution des prestations suivantes : Location, maintenance de contenants, collecte, traitement et valorisation des déchets pour le bâtiment I-Factory de la COMUE Lyon Saint-Etienne, ci-après dénommée « la COMUE ».

### 1.2. Présentation du site

Le bâtiment I-Factory, a reçu un avis favorable de la commission de sécurité le 24 juin 2025 et ouvrira ses portes au public le 22 septembre 2025. Il se déploie sur une surface de plancher de 6707m<sup>2</sup> et accueille plusieurs types d'activités, pour lesquelles les exigences en termes de conditions d'exploitation diffèrent.

La I-Factory sera un lieu d'accueil, d'information, d'hébergement et d'accompagnement d'entrepreneurs en lien avec le monde académique accompagné notamment par les opérateurs académiques existants sur le territoire (Celse, Pulsalys).

Au cœur d'un campus proposant de nombreuses formations scientifiques et techniques, la I-Factory porte également l'ambition de proposer des plateformes techniques et scientifiques, des espaces d'expérimentation et de prototypage qui permettront aux porteurs de projets de concevoir et tester leurs solutions :

- Un Fablab qui pourra être ouvert à tous ou réservé aux porteurs de projet ou à des groupes de travail spécifiques (mutualisation d'espaces) ;
- Des espaces dédiés à des plateformes technologiques dont l'une sera ciblée sur le numérique et l'autre sur l'ingénierie.

Le bâtiment accueille également les locaux de l'INRIA, institut spécialisé en mathématiques et informatiques.

Vis-à-vis de la gestion des déchets, le bâtiment I-Factory suit une logique « 5 flux » qu'il s'agit de collecter, transporter, valoriser et/ou traiter :

- les D.I.B. en mélange (assimilables aux ordures ménagères - OMR) contenus dans les bacs gris ;
- les déchets papiers/cartons issus des activités de bureau contenus dans les bacs à couvercle bleu ;
- les déchets plastique, notamment emballages, issus des activités de bureau contenus dans les bacs à couvercle jaune ;
- les biodéchets contenus dans les bacs à couvercle marron,
- le verre.

Ponctuellement, les activités de la Fabrique de l'Innovation hébergées au sein du bâtiment I-Factory nécessiteront la mise en place de « 4 flux » supplémentaires de collecte, valorisation et retraitement de déchets dangereux et inertes :

- les déchets issus du bois (chutes, copeaux, sciures, poussières, etc.) estimés à 11 m<sup>3</sup> par an,
- les flacons vides de produits à solvants (pots de peinture, aérosols, résines d'impression, etc.) estimés à 60 flacons par an,
- les solvants sales (alcool isopropylique, éthanol) estimés à 50 litres par an,
- le sable servant à la découpeuse à jet d'eau estimé à 250 kg par an,

Aucun déchet métallique ne sera produit sur site.

### 1.3. Estimation du besoin

Effectif :

- 350 usagers permanents, à temps plein
- 360 personnes « publiques » travaillant à temps plein
- Télétravail à raison de 1 à 2 jours par semaine et par personne en moyenne
- Taux moyen d'occupation quotidienne des locaux = 70%

Concernant les visiteurs, ils se répartissent principalement sur trois espaces :

- Les salles de créativité au niveau entresol : celles-ci peuvent accueillir jusqu'à 200 personnes au total et connaîtront une occupation quasi-permanente.
- L'amphithéâtre Rizière et le hall (jauge de 420 personnes) est occupé de façon aléatoire. Il accueille des événements (internes et externes) à raison de 215 occupations par an en moyenne, étant précisé que 80% de ces événements accueillent 100 personnes ou moins, 15% accueillent jusqu'à 200 personnes et 5% sont à jauge pleine (370+50).
- La terrasse pourra accueillir des événements de 150 personnes maximum. Il est estimé qu'environ 30 événements auront lieu chaque année, à jauge pleine, plutôt en soirée.

Le tableau ci-dessous précise la quantité de corbeilles et leur volume estimés à ce jour sur le bâtiment.

Leur vidage dans les bacs de collecte sera réalisé par le prestataire de ménage de manière quotidienne.

Etage	REPARTITION DES POUBELLES					
	5L	12L	25L	40L	50L	TOTAL
RdC	6	2	4	4	10	26
Entresol	0	0	4	6	0	10
R+1	8	0	0	0	16	24
R+2	8	0	0	0	16	24
R+3	8	0	0	0	16	24
R+4	3	2	0	4	8	17
<b>TOTAL</b>	<b>33</b>	<b>4</b>	<b>8</b>	<b>14</b>	<b>66</b>	<b>125</b>

**Le candidat indique dans son offre le nombre de bacs par type de déchets, ainsi que le nombre de rotations mensuelles, qu'il prévoit pour remplir les obligations contractuelles du présent marché.**

### 1.4. Accès au site

Le site est accessible en journée de 9h00 à 18h00. La collecte pourra être programmée en dehors de cette plage horaire contre remise de la clé du local poubelles.

[illegible]

#### 1.4.1. Cheminement n°1

Ce cheminement est illustré ci-dessous :





#### 1.4.2. Cheminement n°2

Accès depuis l'avenue Albert Einstein Capelle, borne INSA à franchir (accès possible entre 8h et 18h), arrivée à l'arrière du bâtiment, barrière pompier n°1 à franchir (ouverture par personnel d'accueil I-Factory), barrière pompier n°2 à franchir, présentation devant local poubelles I-Factory, allée Cléa, borne INSA à franchir, sortie sur avenue Jean Capelle.

Ce cheminement est illustré ci-dessous :



**Le candidat indiquera dans son mémoire technique l'incidence financière entre ses deux solutions de cheminement. Il complètera le BPU avec comme hypothèse le cheminement n°1.**

#### ARTICLE 2. PRESTATIONS DE LOCATION ET MAINTENANCE DES CONTENANTS

Le titulaire fournit et met en place le nombre et le type de contenants permettant d'atteindre un équilibre technico-économique optimal.

En particulier, les fréquences de collecte doivent être *optimisées* mais rester suffisamment *élevées* pour éviter le débordement des bacs.

Les contenants fournis seront adaptés au flux, à la dimension des locaux, à la fréquence de collecte et conformes aux indications mentionnées ci-dessous.

Les contenants devront être en bon état, propres, mais pas nécessairement neufs. L'acceptation ou le rejet des bacs relève de la compétence de la COMUE sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

Le titulaire présentera dans son mémoire technique les contenants qu'il compte déployer dans le cadre du présent marché en précisant leur volume, leur provenance, leur état (bac neuf ou d'occasion) ainsi que les ratios de déchets ayant permis d'aboutir à sa proposition de rotations.

## **2.1. Documentation et normes**

Les bacs roulants doivent être conformes aux normes européennes CEN 840-1 à 840-6 ou autres normes reconnues équivalentes.

Ils doivent également bénéficier de rapports d'essais positifs du Laboratoire National d'Essais ou de tout autre organisme équivalent. Ces certificats doivent être datés de l'année en cours.

## **2.2. Couvercles**

Les bacs roulants disposent d'un couvercle classique, sans opercule, sans dispositif de verrouillage.

## **2.3. Matériau, solidité et autres caractéristiques**

Les bacs roulants sont constitués de polyéthylène haute densité. La densité est au minimum de 0,95. Ils sont exempts de métaux lourds. Ils sont recyclables en tout ou partie.

Concernant le matériau constitutif des bacs, le titulaire peut proposer des matériaux recyclés. Les bacs doivent présenter :

- Une bonne stabilité aux rayons ultraviolets.
- Une très grande tenue aux intempéries et aux variations de température.
- Une grande résistance aux chocs.

Les bacs doivent respecter les autres caractéristiques suivantes :

- Type de « préhension frontale »,
- Compatibilité avec le matériel de collecte utilisé,
- Pièces en acier traitées anti-corrosion,
- Présence de poignées assurant une manœuvre aisée du bac et du couvercle.

Tous les bacs de 4 roues doivent être équipés d'au moins 2 roues pivotantes à blocage bidirectionnel et frein. Les trous de drainage doivent être fermés par des opercules lorsque les bacs en sont fournis afin d'éviter introduction de nuisibles.

## **2.4. Couleur et marquage des bacs**

Les bacs sont teints dans la masse.

En principe, les bacs devraient disposer :

- D'une cuve grise ou vert sombre pour l'ensemble des bacs,
- D'un couvercle gris pour la collecte des déchets OMR,
- D'un couvercle jaune pour la collecte des déchets plastique,
- D'un couvercle bleu pour la collecte des déchets papier,
- D'un couvercle marron pour la collecte des biodéchets.

Le titulaire doit apposer sur les bacs un marquage qui comporte :

- Support n°1 : à l'arrière de la cuve, sous forme d'autocollant édité informatiquement, rappelant le nom et numéro de voie, le nom de la structure correspondant à l'adresse de livraison
- Support n°2 : à l'avant de la cuve, sous forme d'autocollant, il porte le logo de la structure format jpg, les consignes portant sur le détail des déchets collectés et illustrés d'une image représentant la nature des déchets.
- Support n°3 : sur le couvercle des bacs, les consignes portant sur le détail des déchets collectés et illustrés d'une image représentant la nature des déchets collectés.

Ces supports sont établis selon des modèles à la charge du titulaire et à approuver en termes de contenu, de forme et de taille avec la COMUE.

Le titulaire peut proposer d'autres modalités de marquage que celle de l'autocollant.

Quelle que soit la technique proposée, dans le cadre des fournitures de pièces détachées et accessoires, le titulaire doit être en mesure de fournir l'ensemble des supports sous forme d'autocollants.

## **2.5. Réassort**

Le réassort, lorsqu'un bac est défectueux ou détérioré, est à la charge du titulaire qui prend rendez-vous avec la COMUE à cette fin.

La réception du matériel fera l'objet d'une vérification de la livraison : ceux pour lesquels il aura été constaté des non-conformités, malfaçons ou défauts, seront refusés et devront être remplacés impérativement, dans un délai maximum d'une semaine.

## **2.6. Ajustement du nombre et du volume des bacs**

En fonction de l'évolution des besoins de collecte des déchets, pendant toute la durée du marché, la COMUE notifiera au titulaire les modifications de capacités, les dotations supplémentaires ou retraits à exécuter. Le titulaire dispose d'un délai de deux semaines pour exécuter les prestations. Le remplacement et/ou transport des bacs sont intégralement à la charge du titulaire.

## **2.7. Entretien et maintenance des bacs roulants**

Les conteneurs seront maintenus en parfait état de fonctionnement. Ainsi le titulaire assure :

- L'identification des bacs à remplacer ou à réparer.
- Le remplacement des conteneurs, pièces ou accessoires dans le cas de détériorations.
- L'évacuation des conteneurs loués, défectueux et récupérés dans le cadre de la maintenance.
- **Le nettoyage et la désinfection ou l'échange standard des bacs de manière régulière et au plus tard tous les trimestres, ceux-ci ne pouvant être nettoyés sur le site de la I-Factory, et afin de garantir la salubrité du local poubelles.**

En cas d'impossibilité d'utilisation de contenants appartenant au titulaire, celui-ci les remplace à ses frais, par un équipement équivalent dans un délai maximum de 48 heures à compter de la date d'envoi du courrier ou courriel signalant les défauts constatés.

Le titulaire assure la prise en charge financière et technique du chargement, évacuation et élimination des contenants détériorés durant le marché.

Le titulaire précise dans son offre l'organisation de la gestion et de la maintenance des bacs.

## **2.8. Devenir des bacs en fin de marché**

A l'issue du marché, la COMUE décide soit du rachat du parc de bacs au titulaire selon les prix indiqués au BPU, soit de leur retrait et reprise par le titulaire sans frais supplémentaires.

Dans le cas de la reprise, le titulaire organise le retrait des bacs en concertation avec la COMUE et son nouveau prestataire afin qu'il n'y ait pas de période où les conteneurs seraient absents du site. Cette période étant plafonnée au maximum à 3 semaines après l'expiration du marché.

Le titulaire indique dans son BPU les prix de rachat des différentes catégories de bacs aux termes possibles du marché.



## ARTICLE 3. PRESTATIONS DE COLLECTE, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS

### 3.1. Collecte

#### 3.1.1. Pesée des déchets

La COMUE souhaite connaître mensuellement, la quantité de déchets collectés sur la I-Factory, pour chacun des cinq flux réguliers et quatre flux occasionnels. Pour cela, le titulaire devra argumenter dans son mémoire technique sur sa méthode de pesée afin de répondre à cette exigence.

Les quantités collectées et traitées (en m3 et tonnes) intégrant tous les documents justificatifs (bordereaux de pesée par exemple) sont transmises mensuellement à la COMUE.

#### 3.1.2. Contrôle visuel de la qualité des déchets

Le titulaire réalise un contrôle visuel pendant la réalisation des collectes des déchets sur les 20 centimètres su, quel que soit le flux, afin d'identifier les contenants qui présenteraient trop de refus et des déchets incompatibles avec les filières de reprise des collectes.

Ce contrôle visuel porte sur le haut du contenu à savoir *a minima* les vingt centimètres supérieurs.

Les bacs étant considérés comme non conformes seront marqués d'un adhésif avec l'objet du refus.

Ces non-conformités sont signalées à la fin de la collecte au représentant de la COMUE par mail et à l'adresse générique [ifactory@universite-lyon.fr](mailto:ifactory@universite-lyon.fr). Elles doivent être caractérisées (bac concerné, collecte, jour, motif de non-conformité).

Les bacs faisant l'objet d'une non-conformité devront être collectés lors de la tournée de ramassage des OMR suivantes.

#### 3.1.3. Contrôle détaillé de la qualité des déchets

La ComUE pourra commander au titulaire le contrôle qualité exhaustif détaillé d'un ou plusieurs bacs de collecte.

Ce contrôle nécessitera de vider intégralement le bac et procéder au reportage photographique exhaustif des déchets avec identification des erreurs de tri.

Cette inspection sera remise sous forme de rapport photographique dans un délai de 10 jours ouvrables par mail au représentant de la COMUE et à l'adresse générique [ifactory@universite-lyon.fr](mailto:ifactory@universite-lyon.fr).

Les non-conformités seront précisément identifiées et caractérisées.

Le titulaire proposera des axes d'amélioration et des actions adéquates pour palier aux non-conformités (campagnes de sensibilisation, affichage supplémentaire, actions de formation, etc.).

#### 3.1.4. Caractéristique du matériel utilisé

Les collectes sont exécutées par des véhicules en nombre suffisant, le titulaire devant disposer des véhicules nécessaires pour parer à tout incident d'exploitation.

Le nombre de véhicules de collecte et leurs caractéristiques techniques sont définis dans le mémoire technique du titulaire.

Le titulaire peut utiliser des véhicules d'occasion en bon état.

Les véhicules et leurs accessoires doivent constamment être adaptés à la collecte des récipients tels qu'ils existent à la date du présent marché et aux modifications pouvant survenir pendant la durée du marché du fait de la COMUE.

Ces véhicules doivent répondre aux exigences du Code de la Route et sont conformes aux prescriptions réglementaires en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène, la pollution et l'insonorisation et, pour les véhicules qui s'y rapportent, aux normes françaises homologuées en vigueur à la date de mise en service du matériel. Ils seront systématiquement mis en conformité à chaque modification des normes de sécurité et de fonctionnement.

Le gabarit des véhicules doit être adapté aux caractéristiques dimensionnelles des voies et accès de collecte.

Le titulaire devra justifier qu'il pourra disposer des véhicules nécessaires pour parer à tout incident d'exploitation. Il sera seul responsable sur le plan technique et financier de l'entretien de son matériel ainsi que des réparations.

Le titulaire doit maintenir les véhicules en bon état de fonctionnement et de propreté et assurer, à cet effet, toutes les opérations de contrôle, d'entretien de réparation et de remise en état, nécessaires pour quelque cause que ce soit.

#### 3.1.5. Continuité de service

La collecte doit être effectuée aux jours et horaires habituels de la semaine, sauf lorsqu'il s'agit de jours fériés.

En compensation des jours fériés non collectés, une collecte est organisée la veille (dans le cas où le jour férié est un vendredi, notamment) ou le lendemain suivant le jour férié, sur les circuits qui auraient dû être collectés ces jours-là.

Il appartient au titulaire de proposer, pour validation, à la COMUE, au plus tard 1 semaine après la notification du marché, un calendrier annuel, de collecte.

- Les périodes de fermeture du site sur la base des informations fournies par la COMUE afin de préciser les périodes où aucune collecte ne sera réalisée :
  - 3 semaines de fermeture entre fin juillet et mi-août,
  - 2 semaines de fermeture entre fin décembre et début janvier,
- Les jours fériés et la date de report programmée.

En cas de difficultés particulières (intempérie, panne, report total ou partiel d'une tournée...), le titulaire est tenu de mettre tout en œuvre pour assurer dans les meilleures conditions un service minimum défini en concertation avec la COMUE laquelle doit être informée, en temps réel, de l'évolution du service concerné.

En cas d'interruption imprévue du service, même partielle, pour quelque cause que ce soit, le titulaire doit aviser, par mail et téléphone la COMUE dans les délais les plus courts, au plus tard dans les 12 heures, et prendre d'urgence, en accord avec la COMUE, les mesures nécessaires pour la bonne continuité du service. **En particulier, il doit assurer la collecte des bacs non collectés lors de la tournée habituelle au plus tard 48 heures après la date prévue.**

Le titulaire assume tous les frais financiers résultant de l'interruption du service et de la mise en œuvre de la solution alternative.

Le titulaire sera force de proposition afin que ces difficultés ne se reproduisent pas.

Faute de mise en œuvre d'une solution alternative dans ce délai, des pénalités pourront être appliquées conformément aux dispositions du CCAP.

### **3.2. Manutention des contenants et transport des déchets**

Le titulaire du marché devra disposer de véhicules adaptés pour effectuer le transvasement des contenants et acheminer les contenus jusqu'au site de valorisation.

La collecte et le transport des déchets seront exécutés conformément à la réglementation en vigueur (code du travail, code de la route, réglementation relative au transport de déchets, ...), dans l'esprit de la recommandation R437 adoptée par le Comité Technique National des industries des transports et de la manutention et dans les conditions définies au présent marché.

Le titulaire et ses éventuels co ou sous-traitants sont détenteurs de la déclaration de transport au titre des articles R541-49 à 61 du Code de l'environnement.

Ainsi, le titulaire devra fournir dans son offre, les autorisations administratives relatives à la prestation de collecte et de transport des déchets.

En cours de marché, il devra faire parvenir les renouvellements de ces autorisations s'il y a lieu.

Le titulaire devra se conformer au règlement intérieur de la COMUE. Une attention particulière sera demandée au titulaire concernant le respect des règles de circulations routières et le respect des circuits d'enlèvement.

Le titulaire s'engage à respecter toutes les règles relatives à l'hygiène et la sécurité et en assure seul la responsabilité en cas de défaillance. Il s'engage notamment :

- Au respect et à la mise en œuvre effective des prescriptions contenues dans les protocoles de sécurité des sites de réception des déchets dont il assure la collecte.
- À la formation à la sécurité de son personnel, aux consignes de sécurité, à la connaissance des dangers spécifiques auxquels il est exposé et les mesures prises pour prévenir ces dangers.
- À la bonne utilisation de l'outillage et l'usage de matériels adaptés, contrôlés préalablement.
- À l'utilisation des équipements de protection individuelle adaptés.
- À détenir l'ensemble des attestations de formation ou titres d'habilitation ainsi que les documents de conformité des équipements de travail.

Le titulaire prend toutes les dispositions pour empêcher des déversements de déchets sur les voies publiques ou privées empruntées par ses véhicules et il reste en tout état de cause responsable du fonctionnement de son matériel et de son maintien en conformité.

En tout état de cause, il garantit le COMUE contre tous recours et toutes condamnations à ce titre.

Les véhicules de collecte ne peuvent stationner sur les voies de circulation que pendant le temps strictement indispensable à la collecte des déchets et conformément aux dispositions réglementaires du Code de la Route.

Les enlèvements ont lieu selon les modalités définies avec la COMUE, en début de marché puis lors de mises à jour dans le cadre de l'exécution du marché. Le titulaire doit posséder tous les moyens nécessaires à l'enlèvement des déchets (manutention, levage, ...).

Ces moyens sont notamment conformes à la réglementation pour le chargement et le déchargement des différents contenants à déchets prévus dans le marché.

Dans tous les cas, la manœuvre (mise en place, enlèvement, etc..) et le transvasement des contenants se font sous l'entière responsabilité du titulaire.

Le personnel du titulaire doit saisir les récipients avec précaution et les présenter avec soin, afin d'éviter tout dégagement de poussière et toutes projections de déchets ailleurs que dans le véhicule. Les récipients vidés entièrement sont ensuite déposés sur leur fond, frein de parking bloqué lorsqu'ils en sont pourvus, à l'emplacement même où ils se trouvaient avant la collecte. Le couvercle doit être refermé. Toutes ces opérations sont à effectuer en évitant le bruit et toute détérioration des récipients.

Il est interdit au personnel de transvaser les récipients les uns dans les autres, ou de les vider manuellement ou ailleurs que dans la benne.

Toutes les précautions et mesures préventives seront prises par le prestataire pour que les déchets ne puissent en aucun cas s'échapper de leur contenant pendant le chargement et le transport. Il est interdit au personnel chargé des collectes de repousser à l'égout tout ou partie des déchets éventuellement tombés à terre. Les déchets qui ont pu être déversés accidentellement du fait ou non de la collecte au niveau des points de collecte sont balayés et chargés à la pelle dans la benne.

Dans les voies en construction ou en réparation, il appartient au titulaire de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le transport des déchets (en bacs, en sacs, en tas ou autre...) déposés dans ces endroits jusqu'au véhicule de collecte ramené au point le plus rapproché. En aucun cas, le titulaire ne peut invoquer un défaut d'entretien, le mauvais état des voies publiques ou privées, pour demander, soit une indemnité, soit une réduction de ses obligations.

### **3.3. Traitement et valorisation**

Le titulaire est responsable du traitement des déchets conformément à la description de la filière de traitement proposée dans son mémoire technique pour chaque type de déchets. Les déchets collectés sur le site, quelle que soit la filière de traitement concernée, devront être triés autant que faire se peut dans le but d'avoir un taux de recyclage et de valorisation le plus élevé possible. Les prestataires s'engagent à tout mettre en œuvre pour que les solutions d'enfouissement des déchets ultimes concernent les tonnages les plus réduits possibles.

Le titulaire devra respecter les engagements pris dans le mémoire technique quant aux filières de recyclage et de valorisation, et aux moyens mis en œuvre pour augmenter le taux de recyclage. Le non-respect de ses engagements et/ou la non-atteinte de ses ambitions sera pénalisé selon les conditions prévues au CCAP.

L'objectif de la COMUE est d'obtenir le taux le plus élevé possible de recyclage, de valorisation ou de réemploi de ses déchets.

Le titulaire doit :

- Contrôler la conformité des différents types de déchets et de matières valorisables avec la réglementation en vigueur (nomenclature des déchets) et les prescriptions techniques des filières de valorisation.
- Valoriser ou assurer le traitement conformément à la réglementation en vigueur.
- Le traitement des déchets résiduels par incinération avec valorisation énergétique ou par stockage pouvant intégrer en amont un prétraitement permettant d'extraire une fraction valorisable.
- Le titulaire s'engage sur une filière de traitement conforme avec la réglementation. Il privilégie par ordre décroissant : le tri/recyclage, les autres modes de valorisation, l'élimination.

Les filières d'élimination proposées des déchets devront être conformes aux réglementations en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, trimestriellement, les bordereaux de suivi des déchets (BSD) permettant de garantir la traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation et la conformité de ce traitement aux exigences réglementaires.

#### 3.3.1. Agrément réglementaire

Les filières d'élimination ou de revalorisation devront être conformes à la législation en vigueur. Le traitement devra respecter le Plan Départemental d'Élimination des Déchets.

Les titulaires s'engageront à valoriser les déchets qui peuvent l'être (papier, cartons, bois, sable, matières plastiques, biodéchets...) selon les règles définies aux articles L541-31 et suivants du Code de l'Environnement.

Afin de garantir la valorisation des matières valorisables, les titulaires s'engagent à fournir dès le début du marché ou au plus tard 1 mois après le démarrage de celui-ci, un certificat des industriels gérant la reprise des matières valorisables collectées sur le site.

#### 3.3.2. Autorisation préfectorale

Le prestataire retenu doit être titulaire d'une autorisation ou déclaration préfectorale de transport par route, stockage et de traitement des déchets faisant l'objet du marché, ainsi que pour les opérations de courtage et de négoce en vue du rachat éventuel de certains types de déchets collectés (papier, cartons, métaux, etc.) conformément aux articles L541-1 et suivants du code de l'environnement.

Il produit dans son offre l'ensemble des agréments et autorisations correspondant au(x) site(s) de reprise des déchets (transit, tri, valorisation ou traitement), utilisés dans le cadre de sa prestation (autorisation au titre des installations classées, agrément pour la valorisation des déchets) et dégage la COMUE de toute responsabilité en la matière. Cela concerne également tout site éventuel de transit auquel il aurait recours.

Le titulaire précise les lieux et modes de traitement proposés pour chaque type de déchet ainsi que le nom et les coordonnées de l'exploitant.

#### 3.3.3. Changement ou extinction de filières

Pendant toute la durée d'exécution du marché, toutes modifications (ou tout projet de modification) concernant les filières de valorisation, les sites de transit et de traitement (changement de sites, modification des arrêtés préfectoraux) devront être communiquées à la COMUE au moins un mois avant échéance de l'ancienne filière si elle n'engendre pas de variations des prix de transport – élimination – traitement - valorisation, ou trois mois avant échéance de l'ancienne filière si des variations de prix significatives sont prévisibles.

Dans ce dernier cas et sous réserve d'acceptation par la COMUE, il sera pris un avenant au présent marché. Le titulaire devra alors prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer une continuité de service.

En cas de désaccord, le marché prendra fin à l'échéance de la filière ou à la date d'anniversaire de sa signature, au choix du titulaire.

#### 3.3.4. Capacité de traitement

Durant toute la durée du marché, le titulaire devra être en mesure de traiter l'intégralité des déchets collectés dans le cadre du présent marché dans les conditions prévues au présent marché et conformément aux réglementations en vigueur, quelle que soit l'évolution des tonnages.

### 3.3.5. Protection de l'environnement

Le titulaire indique quels moyens il met en œuvre en faveur de la protection de l'environnement. Il précise plus particulièrement, dans le cadre de son mémoire technique, les mesures envisagées pour favoriser :

- La limitation des rejets de CO<sub>2</sub> par les véhicules de transports utilisés
- La réduction des kilométrages parcourus par les déchets depuis leur production jusqu'à leur destination finale
- L'optimisation des tournées de collecte, y compris en incluant l'environnement proche du site (Campus de la Doua, ville de Villeurbanne)
- Le recyclage des produits et des matériels utilisés et l'utilisation de produits éco labellisés à chaque fois que nécessaire
- Les actions de réduction des consommations énergétiques par les process utilisés
- La sensibilisation des personnels œuvrant au respect de l'environnement.

Les engagements pris par le titulaire dans son mémoire technique sont contractuels pour les parties ne remettant pas en cause les clauses du cahier des charges. Le non-respect des engagements pris sera considéré comme étant une mauvaise exécution des prestations et pourra donner lieu à l'application de pénalités suivant le CCAP.

## **ARTICLE 4. REPORTING ET BILAN ANNUEL**

### 4.1.1. Réunion de lancement

Le titulaire du présent marché doit participer à une réunion de lancement des prestations avec le représentant de la COMUE durant le premier mois après notification.

L'objectif de cette réunion est de présenter les équipes dédiées à ce marché et d'échanger sur la mise en place des prestations à venir et leur suivi.

Il est demandé au titulaire de préparer une présentation comprenant ces éléments.

### 4.1.2. Outil dématérialisé et bilan annuel

Le titulaire devra disposer d'une plateforme en ligne afin que la COMUE puisse consulter les bilans mensuels d'exploitation. Ces bilans devront synthétiser les informations relatives de la prestation et permettre de réaliser un suivi de l'évolution des différents paramètres au fil de l'année. Les déchets dangereux feront l'objet de bordereaux dématérialisés et d'une traçabilité obligatoire dans TrackDéchets.

Un bilan annuel intégrant un comparatif entre l'année écoulée et les années précédentes est réalisé. Ce bilan sera transmis dans un format informatique modifiable.

Il indique, à minima, par type de collecte :

- Tableau récapitulatif du suivi des volumes et tonnages collectés par structure et par flux.
- Tableau récapitulatif de la dotation de pré-collecte et les possibles évolutions.
- Évolution mensuelle des quantités collectées pour chaque catégorie de déchets.
- Nombre de véhicules utilisés avec le kilométrage parcouru par chacune d'elles.



- Taux de refus / déclassement.
- Bilan des interventions sur les contenants.
- Evolutions éventuelles du service.
- Points noirs de collecte.
- Bilan du devenir de chaque catégorie de déchet, lieu et modalités de valorisation, recyclage ou de traitement.
- Proposition de solutions pour rationaliser les coûts en fonction des sites et des flux (fréquence, équipements...).
- Proposition de modifications en vue d'améliorer les taux de recyclage.
- Proposition d'améliorations afin de diminuer les erreurs de tri.
- Synthèse des accidents de travail.

#### 4.1.3. Réunions de suivi d'exécution

Le titulaire participe aux réunions semestrielles ou annuelles auxquelles la COMUE le convoque dans le cadre du suivi de l'exécution du présent marché. Ces réunions permettent notamment de faire un état des lieux des prestations passées du point de vue financier et technique.

## **ARTICLE 5. COMMUNICATION**

Le titulaire apporte son concours sur toute la durée du marché pour le plan de communication développé par la COMUE sur l'ensemble des collectes, dans le cadre notamment des changements éventuels de jours de collecte suite aux réorganisations qui sont mises en œuvre mais aussi pour sensibiliser les usagers au tri des déchets en vue de leur valorisation.

L'aide attendue du titulaire peut notamment recouvrir les domaines suivants :

- Partage d'expertise et d'expérience sur ce genre d'opération.
- Mise à disposition de cartographies des secteurs de collectes, logos, photos, symboles pour faciliter la communication écrite.
- Implication active dans la formation et l'information du personnel de collecte pour relayer le plan de communication.
- Fourniture du contenu de la plaquette d'information pour communiquer sur la nouvelle dynamique mise en place puis sur le bilan annuel de la collecte usagers.

La fabrication et la diffusion des documents de communication ne sont pas à la charge du titulaire. Le titulaire pourra proposer des visites et informations sur les lieux des filières de tri et valorisation des déchets.

## **ARTICLE 6. PLAN DE PREVENTION ET PROTOCOLE DE SECURITE**

Les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 sont applicables.

Le plan de prévention est non obligatoire. Le titulaire fera part de sa volonté ou non d'en établir un au démarrage du marché.

Le plan de prévention décrira notamment les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées.

Chaque année, un protocole de sécurité écrit sera rédigé par la COMUE et le titulaire.

Le protocole de sécurité chargement déchargement ayant pour objectif de prévenir les accidents ou les incidents liés aux activités simultanées.

Ces documents seront établis contradictoirement et avant démarrage des prestations. Ils seront remis à jour à chaque date anniversaire du marché.

Les prestataires s'engagent à informer la COMUE de tout incident survenant lors de la collecte ainsi que tout problème concernant les déchets à collecter (présence de déchets à ne pas collecter, de déchets dangereux...) et ceci sous 24 heures en s'appuyant sur tout document prouvant ses dires, en particulier des photos prises lors des opérations.

Tout accident du travail déclaré d'un salarié travaillant pour le compte du prestataire et dont une des causes est liée à la COMUE établissement doit être signalé à la COMUE selon les prescriptions des plans de prévention ou des protocoles de sécurité chargement et déchargement.

Les accidents de travail devront également être reportés dans le bilan annuel.

Le Code de la Route s'applique sur le site du Campus LyonTech – La Doua sur lequel se situe le bâtiment I-Factory.